

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENDREDI 23 FÉVRIER 2024



Olivier Faure, Premier secrétaire du Parti socialiste

Brice Gaillard, Secrétaire National au budget, à la planification écologique et aux nouveaux indicateurs de richesse

ANNULATION DE 10 MILLIARDS DE CRÉDITS SANS DÉBAT NI CONCERTATION : UNE REMISE EN CAUSE IRRESPONSABLE DE CE QUI FONDE NOTRE AVENIR

Après les annonces du Ministre de l'économie et des finances en début de semaine, le gouvernement vient de rendre public un décret visant purement et simplement à l'annulation de 10 milliards de crédits par rapport au budget pour 2024 promulgué il y a moins de deux mois.

Il convient tout d'abord de revenir sur les deux causes directes de cette décision. C'est en premier lieu le désarmement fiscal engagé depuis 2017 qui est responsable de cette situation : la France ne peut plus engager les dépenses dont elle a besoin. Entre 2017 et le début de l'année 2024, la perte fiscale de l'Etat directement liée aux décisions des gouvernement d'Emmanuel Macron représente plus de 265 milliards d'euros, soit une moyenne supérieure à 60 milliards par an. Dans ce contexte de crise, considérer que la baisse des prélèvements obligatoires, notamment pour les très riches et les grandes entreprises, est une priorité politique est une faute politique majeure.

En second lieu, parce qu'il souhaite apparaître comme un bon élève en matière de réduction du déficit public et de la dette, le gouvernement a basé son budget pour 2024 sur des hypothèses au mieux très optimistes. En réalité, Emmanuel Macron et Bruno Le Maire ont sciemment mis en place toutes les conditions nécessaires à l'engagement d'une démarche austéritaire, actée par la présentation de ce décret. Ce cynisme politique le plus total témoigne une nouvelle fois de l'égarement d'un pouvoir aux abois qui ne gouverne plus que par la manœuvre et la manipulation.

Au-delà de la méthode, cette décision a des conséquences directes lourdes, totalement déconnectées de la réalité et de la dureté des situations :

- En pleine crise du logement, amputation des crédits à destination du logement de près de 2 milliards ;
- Nouveau recul totalement inconséquent en matière de transition environnementale (2 milliards également) ;
- Coupes budgétaires lourdes frappant l'école (692 millions), pourtant priorité nationale du Premier ministre, l'université (900 millions) malgré les difficultés sans précédent du secteur,
- Remise en cause du rôle des collectivités avec la réduction du Fonds vert ou encore des crédits de l'Agence nationale de la cohésion des territoires,
- Coupes sur l'emploi (1 milliard) et la culture (200 millions) ;

On peut y ajouter les estimations de suppressions de postes, vertigineuses : 8000 dans l'enseignement scolaire, 7500 dans la recherche, 1700 dans la défense, 1200 pour l'agriculture et l'alimentation en pleine crise agricole, 300 pour la justice.

La liste des aberrations retenues par le gouvernement est cruellement longue.

Dans le même temps, les aides aux entreprises, notamment aux plus grandes, ne sont quant à elles pas concernées par cet effort demandé une nouvelle fois en priorité aux classes moyennes et populaires. Les socialistes combattront pied à pied ces orientations délétères qui contreviennent à l'intérêt général et aggraveront le fossé entre les gouvernants et les gouvernés dans un contexte de crise démocratique sérieuse.

Enfin, le Parti Socialiste dénonce la méthode employée par le gouvernement qui dévoie une nouvelle fois les règles de droit pour empêcher tout débat au sein du Parlement. **Parce qu'il n'est plus possible de se satisfaire de ces méthodes anti-démocratiques, le Parti Socialiste lancera dans les semaines qui viennent une grande réflexion sur les règles budgétaires et la manière dont il faut construire les perspectives budgétaires de la France d'aujourd'hui et de demain.**

